OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES		OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT
INTEGRITE	EQUITE	TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 011…/OLUCOME/12/2016 PORTANT SUR LE PROJET DE BUDGET GENERAL DE L'ETAT EXERCICE 2017

« Au lieu d'adopter la politique d'austérité budgétaire, le Gouvernement burundais décide de sucer à fond le pauvre citoyen burundais à travers l'augmentation des taxes sur certains produits sensibles et de première nécessité : le parlement burundais devrait changer cette vision égoïste du Gouvernement ».

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est profondément touché de la haute augmentation des taxes sur les produits de première nécessité prévue dans le projet de budget général de l'Etat exercice 2017. Ce dernier a été préparé dans un contexte économique déplorable où le Burundi connait un taux de croissance négatif de -4.1% en 2015 contre 4.7% en 2014, le Produit intérieur Brut par habitant de 315.2 USD en 2015 selon le Fonds Monétaire International (FMI) contre 260 USD en 2016 selon la Banque Mondiale, 2/3 des partenaires financiers qui appuient le Budget Général de l'Etat ayant coupé leur financement, une dépréciation de la monnaie burundaise à près de 60 %, une dette intérieure de près de 700 milliards de Francs burundais et où la balance commerciale est grandement déséquilibrée par la diminution de la quantité des devises au pays pour importer et par le minime volume des exportables.

2. Les ressources globales du projet de Budget Général de l'Etat de 2017 sont de 1152,7 milliards Francs burundais contre 1119, 6 milliards Francs burundais en 2016 soit une augmentation de 2,9%. Les charges sont de 1326,7 milliards Francs burundais contre 1260,6 milliards Francs burundais en 2016 soit un accroissement de 5,2%. De ces montants, l'OLUCOME constate que le Gouvernement veut vivre au dessus de ses moyens financiers en privilégiant plus le budget de consommation au lieu de celui d'austérité. Ceci fait allusion à un père de famille qui fréquente tous les jours les cabarets sans rien donner aux membres de sa famille.

3. Ce qui est plus grave, d'après le dit projet budgétaire, le Gouvernement va prélever des taxes surélevées sur les produits sensibles et des produits de première nécessité selon les détails figurant dans ce tableau ci-dessous élaboré par le ministère des finances :

Mesures nouvelles	Motivation	Impact budgétaire
La taxe anti-pollution sur les véhicules usagés de plus de 10 ans	Protection de l'environnement	200 millions de Fbu
Surtaxe de 50% de la valeur en douane sur les sachets en plastique	Protection de l'environnement	100 millions de Fbu

importés		
Surtaxe de 30% sur le lait liquide importé. Elle s'applique aux produits laitiers tarifaires 0403 90 00 du tarif extérieur	Cette taxe est recouvrée dans les autres pays de la sous région.	150 millions de Fbu
Prélèvement forfaitaire libératoire pour les agences en douane. Le montant est fixé à 10000Fbu par déclaration. En effet ; le Bureau port affiche déjà 13 151 déclarations au 26/10/2016. Ce bureau représente 70% du nombre total des déclarations dans tout le pays et nous avons estimé en nombre de 20 000 déclarations par an dans tout le pays.	Ce système de prélèvement fait augmenter des recettes recouvrées sur cette rubrique.	400 millions de Fbu
Pour les impôts locatifs (rapatriement de cet impôt dans la fiscalité d'Etat)	Améliorer la performance du recouvrement de cette catégorie de recettes	1 000 000 000 Fbu
La taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national passera de 42 Fbu à 52 Fbu. A ce moment la taxe sur la Valeur Ajoutée et la taxe de consommation seront supprimées uniquement sur les minutes d'appel.	Augmentation des recettes	16 milliards de Fbu
Taxe de consommation sur carburant qui remplacera la taxe forfaitaire sur transport ainsi que l'impôt véhicule. Généralement plus on consomme plus on produit et tout consommateur de carburant contribue en fonction de la quantité consommée. Cette taxe sera prélevée au moment de la mise en consommation à raison de 100 Fbu par litre.	Augmentation des recettes	13 511 776 000 Fbu
Augmentation de la taxe spécifique sur le sucre de 200 Fbu	Augmentation des recettes	4 480 266 667 Fbu
Augmentation des taxes de consommation sur les bières (50 Fbu par bière)	Augmentation des recettes	1 milliard de Fbu
Suppressions des exclusions prévues dans le secteur des assurances avec diminution du taux qui passe de 2% à 1.5%	Recherche de l'équité dans le paiement de cette contribution par toutes les compagnies d'assurances.	343 millions de FBU
Réintroduction de la taxe à l'exportation des peaux brutes	Se conformer à la réglementation communautaire de l'EAC	140 millions de Fbu

4. En plus de ces sur taxations, le Gouvernement a décidé de prélever beaucoup de taxes aux transporteurs des biens et services par vélos communément appelé les taxis vélos et aux grooms, ce qui présage qu'il pourrait bientôt opérer des prélèvements fiscaux même aux mendiants de la rue. Dans ce même projet budgétaire, le Gouvernement a décidé de supprimer la politique charroi zéro en intégrant dans ce projet les frais d'achat des nouveaux véhicules de l'Etat alors qu'il y a au moins deux ans que le Gouvernement avait vendu presque tous ses propres véhicules à un prix dérisoire au profit des privilégiés de la République.

5. Dans ce même ordre d'idées, en exécution de la loi budgétaire 2016, le gouvernement du Burundi par la lettre n° 540.11/3761/k.c/2016 du 20 décembre 2016 du Ministre des finances ,vient de décider le rapatriement de tous les comptes des sociétés publiques et parapubliques se trouvant dans les banques commerciales au profit de la Banque centrale du Burundi (BRB).Avec cette décision égoïste, l'OLUCOME pense que le gouvernement veut utiliser l'argent de ces sociétés sans beaucoup d'obstacles et par voie de conséquence les banques commerciales et ces sociétés risquent de tomber en faillite. Signalons en passant que le gouvernement va revoir à la hausse dans quelques semaines le prix de l'eau et de l'électricité au lieu de recouvrer les 60 milliards d'arriérés qui se trouvent dans les mains des hommes forts proches du pouvoir.

6. De tout ce qui précède, l'OLUCOME demande au parlement de supprimer ces nouvelles taxes reprises dans le tableau ci-haut tracé d'autant plus que les citoyens sont tellement pauvres. A ce sujet, l'OLUCOME propose au parlement d'exiger au Gouvernement d'adopter la politique d'austérité budgétaire ,d'élargir l'assiette fiscale notamment sur les riches possédant plus d'un bâtiment, recouvrer les montants colossaux détournés par les corrupteurs et les corrompus dont certains dossiers sont bien connus et rapportés par l'OLUCOME, intégrer dans ce projet de budget les frais d'AMISOM équivalents à 30 milliards de Francs burundais ,de développer les secteurs de café, de coton et de mines afin d'équilibrer la balance commerciale.

7. Au cas où le Parlement n'empêchera pas le Gouvernement de surtaxer le sucre, les boissons de la BRARUDI, les consommations téléphoniques, le carburant,…il aura dit aux citoyens de commencer à boycotter la consommation de ces produits.
   D'où l'Observatoire demande enfin à la population burundaise d'effectuer une demande claire au Gouvernement et au Parlement de supprimer ces nouvelles surtaxes sur les produits de première nécessité.

VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS CAR LA CORRUPTION EST UN CANCER POUR L'ETAT ET UNE PERTE POUR LA NATION.

Fait à Bujumbura, le 22/12/2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIKIRI

Président

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI